

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/COM.8/L.5
10 septembre 1969
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION EMANANT DE M. J. L. SCOTT, SECRETAIRE D'ETAT
DU CONSEIL D'ETAT DE L'AMALGAMATED ENGINEERING UNION DE
L'Australie MERIDIONALE, CONCERNANT LE TERRITOIRE SOUS
TUTELLE DE NOUVELLE-GUINEE

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de
tutelle)

Adelaïde (Australie méridionale)
26 août 1969

M. le secrétaire du Conseil de tutelle
de l'ONU

New York (Etats-Unis)

Monsieur,

Le Conseil d'Etat de l'Amalgamated Engineering Union de l'Australie méridionale a l'honneur de communiquer au Conseil de tutelle de l'ONU une déclaration qu'il a faite sur la situation à Bougainville où le Gouvernement fédéral australien force actuellement les autochtones de l'île à céder leurs terres pour permettre à la Conzinc Rio Tinto Company d'exploiter les gisements de cuivre.

Ces expropriations, ainsi que les méthodes utilisées, ne sont pas approuvées par les Australiens dignes de ce nom et nous désirons que vous preniez connaissance de la déclaration publiée par le Conseil d'Etat de l'Amalgamated Engineering Union. Le texte en est le suivant :

"Le Conseil d'Etat de l'AEU apprend avec consternation les mesures prises à Bougainville par le gouvernement pour s'approprier des terres dont a besoin une société minière privée désireuse d'exploiter les gisements de minerai.

Nous demandons un réexamen complet de la situation et exigeons que cette question soit abordée d'une manière véritablement humaine.

Les habitants de Bougainville ont des lois tribales touchant la propriété et les droits à la terre; ces lois ont été transmises de génération en génération, et remontent à une époque où aucun homme blanc n'était encore apparu sur les lieux.

Comment justifier le fait qu'une force étrangère survienne et impose une législation étrangère qui donne aux nouveaux venus le droit d'enlever des terres aux habitants autochtones et de les confier à une société étrangère déjà riche qui exploitera les gisements de cuivre pour devenir encore plus riche?

Les Australiens, dont l'histoire et la tradition sont différentes, acceptent généralement le principe de l'expropriation des terres par l'Etat pour des projets d'intérêt public. Ils n'accepteraient pas que l'Etat confisque des terres pour les donner à une société privée. Si des compagnies privées veulent des terres, elles en négocient l'achat avec le propriétaire.

Des porte-parole du gouvernement ont déclaré que la nouvelle situation serait extrêmement avantageuse pour l'ensemble du Territoire. Comment cela est-il possible?

Si les propriétaires de la terre sont chassés sans autre forme de procès, comment croire qu'une autre partie de la population locale tirera profit de la situation ainsi créée?

Le Conseil d'Etat estime qu'il n'y a qu'une seule façon de résoudre ce problème, à savoir un accord négocié avec les représentants de la population locale, et qui leur conviendrait entièrement.

Cet accord devrait garantir à la population qu'elle profitera de la nouvelle situation et devrait être fondé sur la reconnaissance de ses droits fonciers inaliénables.

Nous voulons que l'Organisation des Nations Unies et le monde entier sachent que beaucoup d'Australiens ne sont pas favorables à cet acte de piraterie et qu'ils condamnent cette violation flagrante des droits d'une population sans défense dans l'intérêt des milieux d'affaires internationaux." Veuillez agréer, etc.,

Le Secrétaire d'Etat,
(Signé) J. L. SCOTT